

Le nucléaire génère beaucoup trop d'argent pour que ceux qui en profitent acceptent d'en perdre la moindre miette...



**ZONES
RADIOACTIVES**

Les nucléaristes nous imposent leur monde au prix de nos vies et de notre liberté.

ATOMIKPARK

POUR EN FINIR AVEC L'INDUSTRIE DU NUCLÉAIRE

pas de copyright
date de publication : mars 2008



**ZONES
RADIOACTIVES**

EDF



ASSOCIATIONS
CONTRE LE
LABO DE BURE

CDR (55)
33 rue du Port,
55000 BAR LE DUC

CEDRA (52)
bp 17, 52101
SAINT DIZIER
cedex

CENDR (88)
24 Grande Rue
88630 MONCEL/VAIR

CACENDR (54)
03-83-30-72-24
agrandcolas@aol.com

BURE ZONE LIBRE
(maison de la
résistance)
55290 BURE

SITES INTERNET

www.burestop.org
[www.multimania.com/
bienprofond](http://www.multimania.com/bienprofond)
www.freewebtwn.com/anc
www.piecesetmaindoeuvre.com

AUTRES CONTACTS POUR EN
FINIR AVEC LE NUCLEAIRE

Cordination contre la
Société Nucléaire,
21 ter rue Voltaire,
75011 Paris



Association Contre le
Nucléaire et son Monde
ACNM, bp 178, 75967
Paris cedex 20

CRAS bp 51026 31010
Toulouse cedex 6

CRAN. "Un Autre Futur"
41 rue Pierre Gringoire
14000 Caen.

FTP
c/o Planète Verte, bp
60022, 54002 Nancy cedex
www.cftp.lautre.net
collectif-ftp@no-log.org

INFOKIOSQUES.NET
site internet proposant
des tas de brochures à
télécharger, imprimer,
diffuser...

bibliographie



Golfech, le Nucléaire implantation et résistance - CRAS (1999)

Du mensonge radioactif et de ses préposés - Association Contre le Nucléaire et son Monde (2004)

Sous l'épaisseur de la nuit - Association Contre le Nucléaire et son Monde (1993)

La réalité dépasse la fission - collectif Monde de Merde (2005)

Les conséquences nucléaires - Les renseignements généraux (2005)

Mémento Malville, Une histoire des années soixante-dix - Simples Citoyens (2004)

Actions directes contre le nucléaire et son monde, tome 1 (1973-1981) et tome 2 (1982-1996)

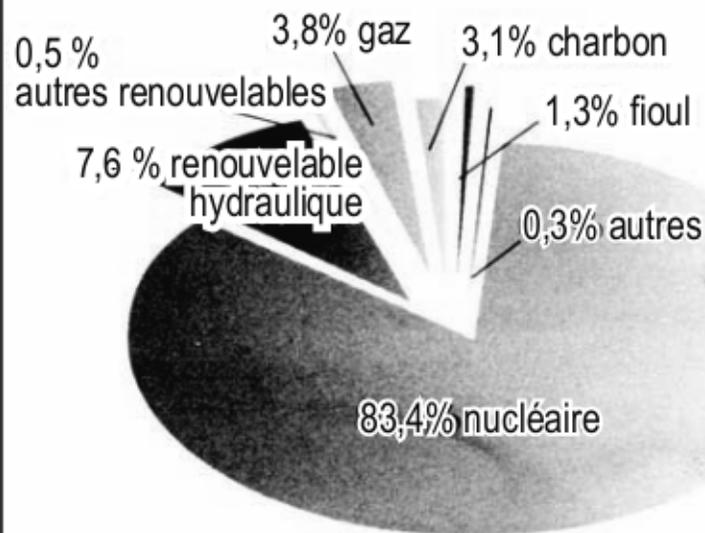
Tchernoblues - Roger Belbéoc'h (esprit frappeur 2001)

Résignation et complicité, le cas Marco Camenisch - (FTP, 2000)

La propagande d'EDF nous est imposée tout comme la consommation d'électricité d'origine nucléaire.

Mais c'est cette entreprise totalitaire qui en parle le mieux :

En 2004, pour vous fournir de l'électricité dans les meilleures conditions et au meilleur prix, EDF a optimisé son parc de production et a eu recours à des achats auprès d'autres producteurs. Les différentes sources d'énergie primaire utilisées ont été les suivantes :



En 2007 les chiffres concernant l'origine de l'électricité n'ont pas beaucoup changé : thermique : 19,5%, hydraulique : 8%, énergies renouvelables : 0,4 %, et nucléaire : 72,1%

On constate donc qu'EDF utilise très peu d'énergies non polluantes et renouvelables (solaire, éolienne...) et préfère se concentrer sur le nucléaire, un marché juteux que ce groupe se partage avec AREVA et l'ANDRA...

**SI VOUS AIMEZ LE
NUCLÉAIRE, VENEZ
VIVRE ICI...**



(Cattenom -France)

Tchéquie



ACTIONNAIRES DU DESASTRE

Les jeunes antinucléaires libres

Les quatre militants qui avaient participé à une échauffourée avec les gendarmes à Bure ont été condamnés à des peines de prison avec sursis.

EAB-IE-DUC. Les quatre militants antinucléaires de Bure sont libres. Poursuivis pour dégradations, violences et, au-

jourd'hui, pour avoir participé à une échauffourée avec les gendarmes à Bure, ils ont été condamnés à des peines de prison avec sursis.

agent de sécurité se précipite avec une lance pour atteindre les flammes. Le jca dégoûté alors. Des pierres pleuvent. Les forces de l'ordre battent en re-

ferme. « L'effet de groupe a joué, le désespoir et l'exaspération causés du ne pas être entendus. C'est notre terre à nous. On ne peut pas laisser les déchets

na) a finalement voulu rendre un jugement d'ajournement alors que le débat sur les déchets nucléaires est encore « en



Grâce à une vaste campagne de solidarité et de soutien les 4 personnes arrêtées à Bure ont payé leurs amendes à l'état. La compile "Anti Atom" a notamment permis de relayer l'infos et de faire connaître

la lutte à Bure. Une parties des textes proviennent du livret de cette compile.

Pendant tout ce week-end un énorme soutien s'est mis en place à BZL, un travail acharné s'est fait dans cette maison : communiqués de presse, infos au réseau No Pasaran, à la Ligue des Droits de l'Homme..., à la presse allemande (fortement mobilisée contre le nucléaire) et à la presse belge, toutes prêtes à descendre apporter leur soutien en cas de peine de prison ferme et à faire de nos camarades des prisonniers politiques !

Un grand merci donc à toutes ces personnes qui ont participé à cet énorme travail d'urgence (la comparution immédiate laissant très très peu de temps), car c'est grâce à la mobilisation des familles, des amis, des collectifs, des avocates que nos amis sont libres aujourd'hui.

Le lundi matin à la première heure, nous allons rencontrer les deux avocates et leur fournir des documents : papiers d'identité, attestations d'employeurs, attestations de moralité afin de préparer la défense. (A noter que l'une des avocates, l'autre ayant été commise d'office, est souvent présente pour assurer la défense de militants anti nucléaires, de squatteurs et autres activistes inculpés et qu'elle le fait par conviction et donc avec passion). Après cette rencontre, direction la préfecture pour un entretien avec le préfet à 10 heures et à nouveau sitting et tambouille devant la pref'. A l'issue de cette réunion on nous autorise à voir nos camarades mais on a 20 minutes de retard sur l'horaire de parler et on nous refuse par conséquent toute visite !



Les militants des collectifs Bure Stop sont venus en nombre assister à l'audience.

Le lundi soir, la veille du jugement, une réunion a lieu à Bure Zone Libre pour un appel à soutien dans le calme devant le tribunal de grande instance. Le jour du procès nous étions donc une bonne centaine devant le tribunal à attendre le verdict et les forces de l'ordre étaient elles aussi présentes en grand nombre !

Une banderole avec "libérez nos camarades" est déployée devant la porte du tribunal.

LE NUCLÉAIRE EN FRANCE AUJOURD'HUI :



Avec ses 58 réacteurs nucléaires (autant de Tchernobyl en puissance...), la France cherche à devenir le pays leader en matière d'énergie nucléaire civile ou militaire. Avec les conséquences que cela pourra avoir....

ZONES RADIOACTIVES

CECI N'EST PAS UN EXERCICE
IL S'AGIT D'UNE ALERTE
VÉRITABLE



En cas d'accident nucléaire, aucun dispositif réel n'est adapté en France, à une catastrophe de type Tchernobyl, qui n'est d'ailleurs officiellement pas censée se produire. Malgré les exercices et simulations grandeur nature effectués dans les villages avoisinants les centrales, des milliers de personnes seraient rapidement irradiés. De plus, les problèmes techniques et la panique générée dans les centres urbains entraîneraient encore plus de victimes.



LE COMITE DE SOUTIEN

Pour commencer il faut savoir que tout au long de cette affaire, une multitude de contrôles d'identité, prises de photos etc.. ont été exercés pour intimider les personnes du comité de soutien, ce qui suit est le témoignage de l'une d'elle.

Au lendemain de l'interpellation, nous avons pris contact avec les différentes gendarmeries du coin pour savoir où étaient détenus nos camarades, on a appris qu'ils\elle étaient à la gendarmerie de Bar le Duc.

L'après midi nous avons donc organisé un sitting devant cette gendarmerie où nous avons eu droit à de nombreux contrôles d'identité.

Après 24 heures de garde à vue, le collectif Stop Bure et nous toutes avons bien compris la gravité de la situation et une petite réunion est organisée rassemblant une vingtaine de personnes dont un élu de Meuse (on devient prisonnierE politique quand on a le soutien d'élus -beurk-). En tout cas celui-ci propose de prendre immédiatement rendez-vous avec le préfet et le procureur et leur demande "la plus grande clémence envers les détenus".

Le soir même une manifestation s'organise spontanément devant la maison d'arrêt de Bar le Duc où sont enfermés trois de nos camarades en espérant qu'ils entendent notre solidarité.

Le lendemain, nouveau départ pour la maison d'arrêt ainsi qu'à la prison pour femmes de Metz pour amener des vêtements propres à nos amiEs, ce que la gendarmerie nous refuse.

manif est organisée par le comité de soutien autour de la prison, une soixantaine de personnes défilent en scandant "libérez nos camarades" sous le regard haineux de la police. Un des militant en cellule au dernier étage de la prison sera mis à l'isolement pendant l'heure qu'a duré la manif pour l'empêcher de communiquer avec ses camarades à l'extérieur. Ces 4 jours de détention ont été durs à vivre pour nos amiEs : la pression exercée par les autres détenus, les matons et l'impossibilité de joindre qui que ce soit (famille, amiEs, avocate). Le statisme 22 heures sur 24 dans une cellule vétuste, partagée avec d'autres détenus ou aucune intimité n'est possible (chiottes dans un coin de la cellule à la vue de tous, censure du courrier, douche commune...)chacunE est encore choquéE aujourd'hui de cette mésaventure pénitentiaire.

Le procès a lieu le mardi 1er août, une centaine de personnes montrent leur solidarité en attendant devant le tribunal avec une banderole "libérez nos camarades" accrochée sur le mur. Aucune peine de prison ferme n'est prononcée mais la sentence reste sévère :

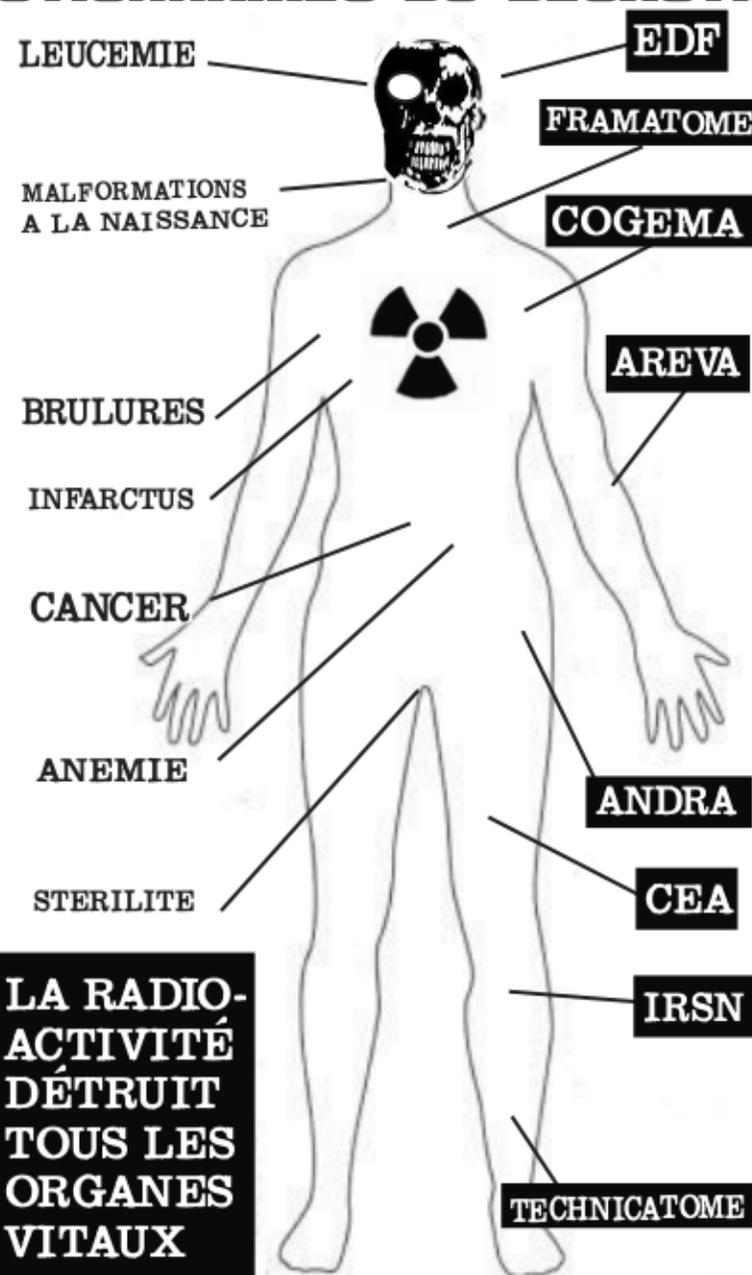
- 10 mois de prison avec sursis avec 2 ans de mise à l'épreuve pour 3 des prévenuEs
- 6 mois de prison avec sursis avec 2 ans de mise à l'épreuve pour notre 4ème camarade.

De plus, les gendarmes obtiennent de la cour 500 euros par prévenuEs pour les préjudices physiques et moraux qu'ils ont subis dans cette affaire (les pauvres). Ainsi pour l'instant les frais de justice s'élèvent à environ 5000 euros et un autre jugement aura lieu en novembre 2006 pour statuer sur les préjudices financiers, l'ANDRA demande 10 000 euros et le vigile de sécurité demande quant à lui 15 000 euros !!

Combien obtiendront-ils ? Les amendes en tout cas risquent d'être élevées, on ne s'attaque pas au lobby nucléaire sans y laisser quelques plumes, c'est pourquoi nos camarades ont besoin de nous maintenant. Se battre

38 avant de toutEs finir en taule.

ACTIONNAIRES DU DESASTRE



Lorsque vous visitez la centrale nucléaire Phénix, la direction vous offre un petit souvenir : un magnifique porte-clés doté d'un jeton caddy pour aller faire vos courses dans les hypermarchés...



**TRAVAILLE,
CONSOMMÉ
ET MEURS...**

réussissent à ouvrir la grille de sécurité. Des renforts débarquent alors avec des chiens et armés de lacrymo. Commence alors une course poursuite à travers les champs et les cailloux qui se termine par 4 arrestations musclées. L'un des activistes dira par la suite qu'il s'agissait d'un véritable guet-apens, certains flics étaient accroupis et postés dans les champs pour attraper les militantEs qui couraient.

Les flics jubilent, 5 des leurs et un agent de sécu partent peut-être sur des civières mais ils en ont attrapéEs 4 qu'ils semblent reconnaître sur leur vidéo "celui là on l'a eu !" car tous les faits ont été filmés par les flics et la vidéo surveillance de l'ANDRA, ce qui ne jouera pas en faveur des inculpéEs (alors camarade activiste, oublie la cagoule ou jette la ensuite mais agis masquéE, un deuxième T-Shirt emballé autour de la tête fait très bien l'affaire !)

Les 4 inculpéEs agéEs de 20 à 27 ans sont placéEs en garde à vue dans différentes gendarmeries du département de la Meuse pendant 36 heures, puis passent devant le procureur et le juge d'application des peines qui décide de placer nos camarades en détention provisoire jusqu'au procès en comparution immédiate le mardi 1er août au TGI de Bar le Duc, dans le but "d'empêcher tout concertation entre les prévenuEs, de protéger l'ordre public et de garantir le maintien des prévenuEs à la disposition de la justice".

Les faits qui leur sont reprochés sont:

- dégradations volontaires par jets de pierres en réunion de 2 véhicules de gendarmerie,
- violences volontaires par jets de pierres en réunion sur des militaires de la gendarmerie nationale,
- outrages aux autorités publiques,
- violence sur un agent de sécurité de l'ANDRA.

Le samedi 29 juillet en fin d'après midi, entrée en taule de nos camarades, 3 d'entre eux sont détenus à la maison d'arrêt de Bar le Duc, la quatrième est emprisonnée à Metz Queuleu(57) au quartier femmes. Le soir même une

EMEUTE ET PRISON - nuit du 27 au 28 juillet 2006 à Bure

Quatre arrestations à Bure

A la veille d'un festival contre le nucléaire, quatre personnes ont été placées en garde à vue à Bar-le-Duc après des échauffourées avec les forces de l'ordre.

Cette nuit, une cinquantaine de militantEs anti-nucléaires qui participaient à la préparation du festival "decibels contre la poubelle", décident de faire une action devant les grilles de l'ANDRA, ce pseudo labo de recherche sur l'enfouissement des déchets hautement radioactifs. Ce lieu est le théâtre depuis son implantation, il y a plus de 10 ans maintenant, d'un mouvement de contestation grandissant assez intense mais relativement pacifique. Cette année la donne est différente car suite à une mascarade médiatique, un référendum bidon (achats d'élus locaux, mensonge d'état sur les risques de remontées radioactives en surface...), la décision d'enfouir des déchets à Bure est adoptée. Alors faut il l'accepter comme une fatalité ? NON ! la tension monte donc d'un cran chez les militantEs anti nucléaires, d'autant que l'ambiance est démesurément fliquée (hélicoptère, déploiement impressionnant des forces de l'ordre...) Ainsi ce soir là, une cinquantaine de militantEs se retrouvent face à une vingtaine de flics casqués, armés et bouclier ou caméra au poing ainsi qu'une dizaine d'agents de sécurité.

Un barrage de pierre est mis en place pour barrer l'accès au site de la mort, de la paille est dispersée et enflammée au pied des grilles, à 10 mètres à peine des flics qui restent impassibles (pas même une lacrymo, rien). Les agents de sécurité s'affairent quant à eux à éteindre l'incendie avec une lance assez puissante. Ils en profitent pour arroser les contestataires et l'effet est immédiat : la riposte se fait à coups de caillasses. Avec acharnement, les militantEs presque toutEs masquéEs,

AREVA

Leader mondial du nucléaire. Leader mondial sur le marché du traitement et du recyclage des matières nucléaires. Deuxième producteur mondial d'uranium naturel. 70 000 collaborateurs dans 100 pays. Plus de 100 filiales. AREVA est la réunion de quatre sociétés principales : AREVA T&D, COGEMA, FRAMATOME ANP et TECHNICATOME.



COGEMA

Ses activités vont de la mine (mines d'uranium au Gabon, Canada, Kazakhstan et au Niger, mines d'or en Australie Occidentale, Côte d'Ivoire et au Soudan), la conversion et l'enrichissement de l'uranium jusqu'au traitement et au recyclage du combustible usé... Avec plus de 19 100 collaborateurs COGEMA et ses filiales sont présents dans plus de 30 pays.

ANDRA

353 collaborateurs.
3 centres de stockage en surface, l'un en phase de surveillance (Manche) et deux autres en exploitation (Aube); un site d'enfouissement en profondeur en construction à Bure (Meuse).

EDF

En 2007, le groupe EDF annonce 59,6 milliards d'euros de chiffre d'affaires avec 32,5 millions de clients en Europe.

ACTIONNAIRES DU DESASTRE



Le groupe AREVA (dont la COGEMA et l'ANDRA sont des filiales), est responsable de la contamination des populations du Niger qui travaillent dans ses mines d'uranium, de la mort d'un militant antinucléaire (lors d'une action de blocage de train CASTOR en Lorraine en novembre 2004) et de la condamnation de 4 personnes à de lourdes amendes suite à une émeute en 2006 à Bure.

Si l'industrie du nucléaire pense qu'elle a le pouvoir d'assassiner impunément les populations et en plus de s'enrichir grâce à l'action d'une "justice" qui lui est acquise, elle se trompe lourdement.

En agissant ainsi, l'industrie du nucléaire ne fait que démontrer sa volonté d'écraser violemment toute forme de contestation qui remet en cause ses pratiques frauduleuses, que ce soit en France (dans ses usines et ses laboratoires) ou en Afrique (dans ses mines d'or et d'uranium). Détentrices du monopole nucléaire, AREVA et EDF, sont de puissantes multinationales qui s'allient avec les gouvernements de divers pays pour mieux en exploiter les ressources locales.

Polluer la planète, exploiter des mineurs en Afrique ou des intérimaires en Europe dans les centrales nucléaires, assassiner, emprisonner ou taxer celles et ceux qui protestent, voilà la politique des multinationales du nucléaire.

Nous n'acceptons plus cette politique. Alors nous lutterons, efficacement, et même violemment s'il le faut.

EDF et AREVA ne sont pas invincibles et continuent de fonctionner uniquement parce que nous leur donnons nos revenus... Commençons par leur faire perdre de l'argent : déjà, nous pouvons informer sur leurs pratiques, nous pouvons facilement réduire notre consommation d'énergie nucléaire et trouver d'autres alternatives (éoliennes, solaires...), nous pouvons pratiquer la grève du zèle et l'autoréduction, nous pouvons convaincre les travailleurs et les travailleuses du nucléaire d'agir différemment, nous pouvons saboter leurs moyens de productions, démoraliser leurs vigiles et leurs cadres, leurs chercheurs, démonter leurs stands promotionnels... Il y a tant de choses à faire. Mais surtout, il faut continuer à soutenir celles et ceux qui sont entre les mains de la "justice", et ne jamais abandonner, ne jamais céder. Rien, Ni personne.

Bure 2006 Emeutes et tentatives d'incendie... depuis plus rien.

Suite aux émeutes de 2006 et 2005, les associations organisant les camps contre le Labo ayant subi certaines pressions ont préféré abandonner les gros rassemblements. De plus, le festival musical devenait une sorte de foire attractive locale. La lutte continue, les sabotages aussi. Mais les actions de masse semblent actuellement impossibles.

Il est dommage que la lutte contre le nucléaire se scinde en chapelles "violentes" et "non-violentes" (lesquelles recourent à des "services d'ordre non-violents" comme ce fut le cas en 2005). Mais force est de constater que les émeutes ont bien plus perturbé le fonctionnement du labo que les manif et les sit-ins.

L'arrestation de nos camarades en 2006 était un signal des autorités. Nous n'en avons que faire, et la lutte sera encore plus dure pour les flics qui recevront encore plus de caillasses. Car ce ne fut apparemment pas suffisant.

Dans la nuit du 27 au 28 juillet 2006, quatre personnes ont été arrêtées à Bure, accusées d'avoir tenté d'incendier le portail du labo de l'ANDRA, et d'avoir blessé six gendarmes mobiles et un vigile à l'aide de cailloux.

Mais ces quatre personnes n'étaient pas seules. Entre 50 et 100 autres personnes non identifiées par la police (car elles étaient masquées) ont participé à cette émeute spontanée.

Les quatre personnes arrêtées reconnaissent et assument leurs actes, elles ont d'ailleurs été jugées pour cela. Cependant, il est bien évident que rien ne prouve que leurs projectiles aient atteint les gendarmes. Cependant, la justice de ce pays, l'armée et l'ANDRA demandent des responsables et de l'argent. L'ANDRA réclame la somme de 10 000 euros pour son portail brûlé, chaque gendarme 1000 euros et le vigile, 15 000 euros.

A QUI PROFITE LE CRIME ?



SOCIETE NUCLEAIRE

SOCIETE POLICIERE



BURE 2005

A l'appel de collectifs anti-nucléaires, des manifestants sont rassemblés depuis vendredi sur le site de Bure, situé à la limite de la Haute-Marne et de la Meuse, pour demander l'abandon des recherches menées par l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (Andra). Certains d'entre eux ont tenté de pénétrer à l'intérieur de l'enceinte du laboratoire, protégé par les forces de l'ordre. "Les manifestants ont jeté des pierres sur les gendarmes mobiles, qui ont répliqué avec

des gaz lacrymogènes", a indiqué un officier de gendarmerie présent sur place. Ces incidents ont été confirmés par Corinne François, porte-parole des collectifs d'associations "Bure-Stop" ayant appelé à ce rassemblement. Hier, en milieu de journée, la manifestation se déroulait de manière "bon enfant", ont indiqué les gendarmes et les écologistes. "Nous formons des chaînes humaines pour amener des pierres sur place et construire symboliquement un mur contre l'enfouissement des

déchets", a expliqué Mme François. En marge de cette action symbolique, les manifestants - un millier selon les organisateurs, 500 à 600 selon les gendarmes - pouvaient assister à des concerts ou à des conférences-débats. Les recherches menées par l'Andra à Bure, à près de 450 mètres de profondeur, visent à vérifier la faisabilité d'un éventuel stockage sous-terrain des déchets hautement radioactifs et à "vie longue" (HAWL) - stockage, qui, s'il était décidé, n'interviendrait pas avant 2025.



surveillance

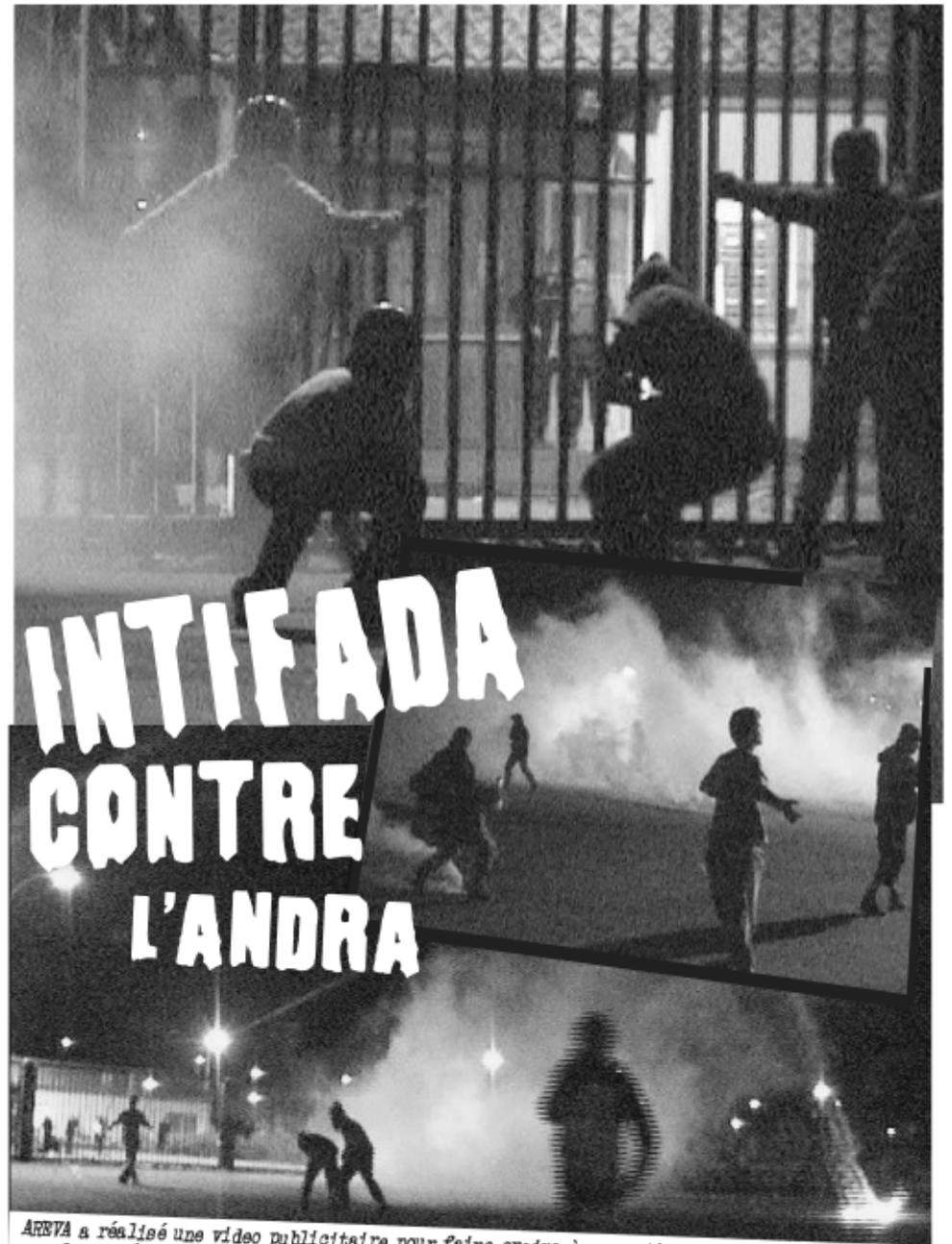
Tout ce qui concerne le nucléaire est placé sous secret défense. Une censure bien pratique pour empêcher ainsi toute forme d'information et donc de contestation de l'énergie nucléaire. S'il est difficile d'informer, il est encore plus difficile d'agir. Lors du passage de trains Castor par exemple, le plan Vigipirate renforcé est mis en place le long du parcours.

Sur le site de Bure, hormis la police et l'armée présentes lors des manifs, les vigiles de l'agence Securitas qui surveillent le site, se livrent à de nombreuses provocations et intimidations envers les anti-nucléaires, tout comme leurs "collègues" des Renseignements Généraux qui font cela à de nombreuses occasions... Ces dernières années, également, les CRS se sont livrés à des tabassages sur les anti-nucléaires lors de blocages de Castor ou lors des "incidents" de juillet 2005 et 2006 à Bure.

N'oubliez pas que vous êtes photographiés et filmés à chaque événement lié au nucléaire... gardez le sourire !



VIRONS L'ANDRA



AREVA a réalisé une video publicitaire pour faire croire à ses actionnaires et au public ébahi que le nucléaire est une énergie propre entretenue par des multinationales propres... L'ANC en propose une version légèrement modifiée, à télécharger gratuitement et à faire circuler massivement. La video de l'ésute de 2005 se télécharge également sous le nom "pump up the riot" sur WWW.FREEWBETOWN.COM/ANC



Meuse

30 & 31 juillet 2005

Incidents à Bure en marge d'une manifestation anti-nucléaire

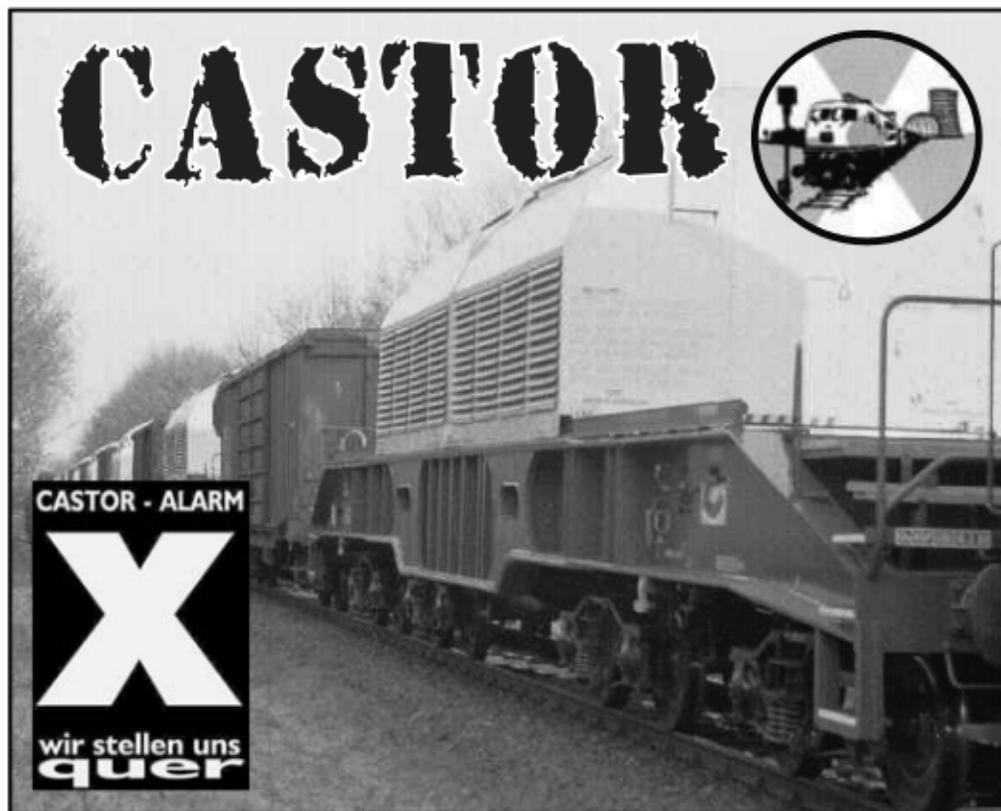
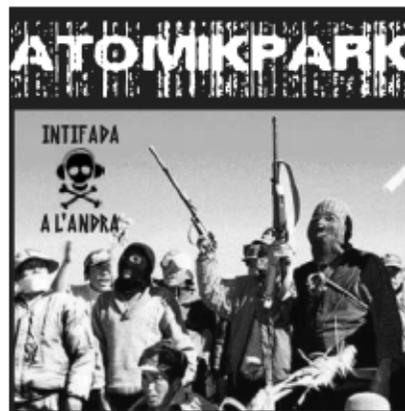
Des échauffourées ont eu lieu dans la nuit de samedi à dimanche devant le laboratoire de recherches sur l'enfouissement des déchets nucléaires à Bure entre plusieurs centaines de manifestants anti-nucléaires et des gendarmes.

Etre à Bure au festival des résistances pour l'ANC, signifiait nous opposer concrètement à la production et à l'enfouissement de déchets radioactifs.

Combattons le totalitarisme nucléaire : présence de l'armée, de la police et de milices privées sur le site. Face aux violences et aux provocations sécuritaires, le caillassage du 30 juillet n'était qu'une entrée en matière.

Le capitalisme nous impose le nucléaire (60 réacteurs nucléaires, 83 % de l'énergie en France). Il n'existe donc aucun compromis possible avec l'Etat, ni avec les multinationales.

Pour virer le labo de l'ANDRA, il n'y a plus le choix : action directe & sabotage !



CASK FOR STORAGE AND TRANSPORT OF RADIOACTIVE MATERIAL

Ces "trains fantômes" (puisque personne n'est censé connaître leur existence) traversent la France et l'Allemagne en transportant des déchets hautement radioactifs entre la Hague et Gorleben. Bure sera la prochaine destination.

Malgré la haute protection dont ils font l'objet, (hélicoptères, déploiement policier sur le trajet, plusieurs centaines de CRS dans les wagons), ces trains ne sont pas à l'abri d'accidents ou de sabotage comme l'ont montré les événements ces dernières années.



Pour stopper les trains nucléaires, des activistes s'enchaînent autour des rails et bloquent le passage du CASTOR. Ces actions permettent de ralentir les trains, souvent pendant plusieurs heures. Elles ont lieu à la fois en France et en Allemagne. Mais en novembre 2004, en Lorraine, un militant de 22 ans a été tué par un train. EDF, AREVA, et autres n'ont jamais reconnu leurs responsabilités dans la mort de cet homme. Pas plus qu'ils ne reconnaissent détruire l'environnement.

trainstopping !

vitrine d'une opposition concertée.

Face à la mise en échec de la prospection, le gouvernement stoppe la mission des trois émissaires et tente de consulter les associations et collectivités locales en direct, allant même jusqu'à les inviter à Paris. Mais la tâche s'avère difficile, hasardeuse, même si certaines collectivités peuvent se laisser tenter.

Le rapport produit en juillet 2000 par la Mission Granite est éloquent : si populations et élus ont rejeté aussi fortement le projet de "laboratoire", cela se justifierait par des terreurs collectives irraisonnées, des campagnes de désinformation pilotée par des écologistes, un manque de mesure certain.

Pour autant, le second "labo d'enfouissement" est toujours à l'ordre du jour. Officieusement on repousse de nouvelles démarches à des périodes plus favorables, post-électorales bien certainement...)

Maintenir BURE "à la surface", au sens figuré, des consciences...

Depuis novembre 1999, le gigantesque chantier a démarré à Bure sur 17 hectares. Les travaux vont bon train...

Le camp d'été 2000 à BURE, face au chantier était une invitation à tout un chacun à venir " VOIR " l'ampleur du chantier et lui donner un visage. La réaction a été unanime, là se prépare une future poubelle nucléaire et il faut la contrer à tout prix !

La décision d'enfouir revient aux parlementaires en 2006. Il reste aux opposants à prouver que l'enfouissement doit être définitivement banni.

Tout est lié, le sort de Bure dépend de la loi pour l'instant et donc du second labo demandé instamment par le gouvernement, par l'Andra, par les industriels du nucléaire. Il s'agit de contrer à tout prix un second labo partout en France et en même temps de rendre Bure "hors la loi".

Arriver à porter l'énorme problème des déchets radioactifs au niveau de la conscience citoyenne nationale, et de plus arriver à faire émerger une gestion de ces déchets la moins nocive possible pour les générations à venir, telle est la question...

Lutter contre l'enfouissement des déchets nucléaires et des responsabilités individuelles partout en France et dans le monde, c'est aussi lutter pour que se mette enfin en route un autre chantier, plus vaste encore, celui, crucial, de la sortie du nucléaire.

granitiques en vue d'un second "laboratoire".

Début 2000 : SITES GRANITIQUES, LA RÉVOLTE !

Fin janvier 2000, le Réseau Sortir du Nucléaire produit à la presse un dossier explosif et "secret" : les cartes de 15 sites



granitiques en France qui pourraient accueillir le second "laboratoire d'enfouissement", prôné par le décret de 1999. Sont concernés des sites dans l'Ouest, le Sud-Ouest et le Centre.

L'étonnement, puis la colère sont immenses sur chacun de sites. Élus locaux et populations se préparent à accueillir la Mission Granite, soit trois personnes chargées par le gouvernement de faire la promotion d'un nouveau laboratoire.

Celle-ci prévoyait une approche en douceur fin Février. En Mars, elle rencontre une opposition explicite dans l'Orne et la Vienne, vigoureuse en Corrèze ; elle subit un électrochoc en Mayenne où elle reçoit un accueil bruyant et mémorable de 3000 personnes qui la raccompagne pendant 12 heures aux limites du département voisin. La Mission Granite annule les réunions publiques, les permanences citoyennes, les rendez-vous avec les socio-professionnels. Encouragées par les premières mobilisations, les associations se renforcent, les collectifs fleurissent sur tous les sites ; les réunions publiques rassemblent des centaines de personnes et la prise de conscience des problèmes liés à l'enfouissement et au nucléaire lui-même est rapide et surprenante. Les manifestations ne se comptent plus : La Tronquière-Lot, 1200 personnes, Guéret-Creuse, 1000, Plouaret-Côtes d'Armor, 1500, Dinan-Côtes d'Armor, 2000, Brennilis-Finistère, 5000... Le point culminant est atteint le 15 avril sur trois départements : Cantal, 5000 personnes ; Orne, 6000, Côtes d'Armor, 10000. Les élus invités à prendre position relaient bon gré mal gré l'opposition de leurs concitoyens. Des centaines de délibérations sont prises dans les conseils municipaux. 15 conseils généraux sur 16 prennent position contre les projets de "labos".

Le gouvernement rebrousse chemin... provisoirement

Les associations, collectifs et élus travaillent rapidement en réseau dans toute la France, au sein des deux Coordinations Nationales existantes, réunissent 300 000 pétitions. La Nuit contre l'enfouissement le 17 juin sur chaque site et aussi à Bure est la

« Ce communiqué représente notre première et unique version des faits. Nous souhaitons qu'il soit respecté pour sa famille et pour nous »

Le 7 novembre 2004, Sébastien, 22 ans, est mort renversé par la locomotive d'un convoi de déchets nucléaires partant vers l'Allemagne. Quelques semaines auparavant il s'était décidé avec plusieurs d'entre nous à agir pour rendre publique la vulnérabilité d'un tel convoi. Le fait qu'il soit mort ne doit pas faire oublier que cette action était non violente, réfléchie et volontaire.

Contrairement à ce que ce drame peut laisser transparaître, en aucun cas notre acte était irresponsable et désespéré. Notre engagement est le fruit de convictions profondes quant au danger certain et réel que représente le nucléaire depuis trop longtemps. Cette action était parfaitement planifiée, collectivement, incluant des repérages précis des lieux, et en respectant des procédures d'arrêt éprouvées. Nous avons longuement envisagé toutes les possibilités y compris un non arrêt du convoi.

Placés en sortie de courbe, nous pouvions être amenés à quitter les rails très rapidement, du fait d'une visibilité réduite. Nous étions quatre couchés sur les voies ayant chacun un bras passé de part et d'autre d'un tube d'acier glissé sous le rail extérieur de la voie permettant ainsi un départ d'urgence plus rapide. En aucun cas nous n'étions cadenassés et nous avions la possibilité de nous dégager rapidement de ces tubes. Malheureusement l'équipe chargée de stopper le train 1500 m en amont n'a pas pu agir. L'hélicoptère de surveillance précédant en permanence le convoi était absent, « parti se ravitailler en kérosène » ; or cette équipe comptait essentiellement sur sa présence qui signalait l'arrivée du train. Enfin, conformément à ce qui était convenu, les stoppeurs ont renoncé à arrêter le convoi car il était accompagné de véhicules de gendarmerie le précédant à vive allure sur le chemin les séparant de la voie.

Le convoi est donc arrivé à « 98 km/h » selon le procureur n'ayant pu être arrêté par les militants ni averti par l'hélicoptère. Ces multiples causes réunies nous mettaient en danger. De ce fait, les personnes couchées sur les rails n'ont bénéficié que de très peu de temps pour s'apercevoir que le train n'avait pas été stoppé et par conséquent n'avait pas réduit son allure.

Nous nous étions entraînés à une évacuation d'urgence de l'ordre de quelques secondes. Sébastien a été percuté alors qu'il quittait les rails, et en aucun cas, son bras n'est resté bloqué à l'intérieur du tube. La vitesse de l'événement nous a dépassé et personne parmi nous n'a eu le temps de lui venir en aide. Avant que cela n'arrive, nous sommes restés dix heures de suite cachés en lisière de bois à trente mètres de la voie, gelés et ankylosés par le froid.

Durant cette attente, nous n'avons pas été détecté par le dispositif de sécurité, ni les guetteurs postés à une quinzaine de kilomètres du lieu du blocage et chargés de nous prévenir de l'arrivée du train, ni les stoppeurs chargés de l'arrêter, ni les bloqueurs qui avaient préalablement installé les deux tubes sous le rail aux environs de cinq heures du matin. Il est clair que la part de responsabilité de chaque protagoniste doit être établie. Y compris la nôtre. Pour l'heure nous sommes face à l'un des pires moments de notre existence. Malgré ce que beaucoup de personnes peuvent penser nous avons des raisons certaines d'être là.

En premier lieu la sauvegarde de la planète, dont nous assistons au déclin d'années en années, mais également le rejet de cet Etat monolithique refusant toute remise en question. Nous n'avons pas décidé d'arrêter ce train par immaturité ou par goût de l'aventure, mais parce que dans ce pays, il faut en arriver là pour qu'une question de fond, enfin, entre dans le magasin de porcelaine.

Sébastien est mort par accident, il ne l'a pas choisi, personne ne l'a souhaité. Il n'est pas mort au volant en rentrant ivre de discothèque, mais en agissant pour faire entendre ses convictions. Et c'est sans conteste pour cela que son décès ne sera jamais, pour nous, un fait divers.

Face à une situation où nous étions si perdus, nous n'imaginions pas recevoir tant de soutien. Nous remercions particulièrement amis et parents, de nombreuses associations, mais également les milliers d'anonymes allemands et français ayant organisé des manifestations et des commémorations en sa mémoire. L'ampleur de la solidarité nous dépasse autant qu'elle nous touche. Le plus important, nous semble de pleurer un frère et de soutenir sa famille et non d'instrumentaliser son image.

Bichon était certes à la recherche d'un monde moins fou, mais avant tout un jeune homme rempli de joie de vivre, d'énergie et amoureux des gens.

Ce texte n'est ni une confession, ni une agression, nous voulons seulement par celui-ci rétablir la vérité des faits.

Printemps 1997: les enquêtes publiques

Des enquêtes publiques sont lancées dans les 4 départements. Elles ne portent que sur des " laboratoires " et non pas sur la finalité réelle, l'enfouissement.

Alors que des irrégularités sont relevées en Meuse, Haute-Marne et Vienne, une polémique s'engage sur la personnalité du commissaire enquêteur, Jean Pronost, qui s'était déjà fait remarquer dans les enquêtes concernant Superphénix (dénoncée ensuite par le Conseil d'Etat) et le Centre de stockage Andra/La Hague (contredite ensuite par la commission gouvernementale Turpin).

Malgré d'innombrables arguments, remarques et refus des participants ayant consigné leurs légitimes inquiétudes, les conclusions sont favorables à l'implantation des " labos ", même dans la Vienne (voir ci-dessous).

Nota : quel est le but de ces enquêtes publiques, fort coûteuses, sachant que le commissaire a toute latitude dans ses décisions, même si tout et tous sont d'avis contraire. Et, si d'aventure, ses conclusions s'avéraient dérangeantes (cela s'est déjà vu), l'Etat peut passer outre !

9 décembre 1998: le choix

À l'issue d'une réunion d'un comité interministériel décembre 1998, le gouvernement annonce :

- confirmation des laboratoires : l'un à Bure (Meuse/Haute-Marne) en argile, un autre dans le granite en un site à définir
- abandon du site Vienne dont le sous-sol granitique, fracturé, ne peut convenir, et alors que l'Andra fait toujours pression pour conserver ce site
- exploration de l'entreposage en sub-surface, dans le Gard

3 août 1999: signature du décret d'autorisation des travaux à Bure

En catimini estival, Lionel Jospin et trois de ses ministres autorisent l'Andra à creuser à Bure les prémisses d'un centre de stockage souterrain, en signant un décret d'autorisation du chantier. Sont prévus aussi le lancement d'une recherche de sites granitiques et l'exploration de l'entreposage dans le Gard.

Parmi les dits-ministres, deux opposants déclarés initialement à l'enfouissement, Claude Allègre, ministre de la recherche, et Dominique Voynet, ministre de l'environnement et représentante d'un parti écologiste. Leur signature provoque des remous, persistants...

Est également annoncée une mission chargée de proposer un ou des sites [29]



Le refus

Or, malgré la présentation fallacieuse du projet et le rouleau compresseur mis en place, un phénomène inattendu -mais encourageant- se produisit. Des réunions d'information, très souvent à l'initiative d'écologistes (et avec le témoignage des

sites antérieurs), ont vu nombre d'habitants se déplacer puis réagir en créant des associations d'opposition au pseudo-labo. Les collectifs citoyens départementaux étaient nés.

Très vite sont posées des questions fondamentales, tandis que sont mis en lumière au fil des mois : un refus de débat du promoteur Andra, manque flagrant de transparence, achat des consciences, etc. En un mot, l'entourloupe... Et les collectifs montent au créneau afin de tirer la sonnette d'alarme et de sensibiliser leurs concitoyen(nes). Se succèdent alors pétitions (60 000 signatures), conférences (avec invitation d'experts indépendants), opérations coup de poing, barrages filtrants, nombreuses manifestations de masse, recours juridiques multiples, démarches nationales... Dans le Gard, les viticulteurs réalisent une étude d'impact professionnel qui révèle les aspects négatifs d'une implantation de déchets nucléaires aux côtés de leurs vignes.

Par dizaines, par centaines, les professionnels de santé signent un appel de mise en gade contre l'enfouissement.

Est également réactivée la Coordination Nationale des collectifs précédente permettant de mettre en commun les forces, les expériences... Des week-ends de travail fréquents réunissent les collectifs opposants en Gard, Haute-Marne, Meuse, Vienne, Vosges ou Deux-Sèvres qui permettent de mettre en commun des informations, de lancer campagnes ou manifestations nationales. Ainsi l'édition du journal Droit de Regards distribué à 250 000 foyers, la manifestation à Paris-Tour Eiffel, l'opération " 100 000 grains de blé " à Bure etc. Des contacts sont pris avec d'autres groupes antinucléaires et la Coordination s'implique dans la création du Réseau sortir du Nucléaire.

Puis, c'est au tour d'élus locaux de se rebiffer et de fonder des associations, et de créer une Coordination Nationale des Élus.

Pendant ce temps, les mois avaient défilé et se profilait une nouvelle

[28] étape au printemps 1997 : les enquêtes publiques.



A partir des années 70, la contestation anti-nucléaire en Allemagne s'est très vite mise en place et radicalisée. Elle s'opposait au nucléaire tant civil

que militaire puisqu'à l'époque du mur de Berlin, les missiles proliféraient de part et d'autres des frontières RDA-RFA. C'est dans le Wentland, à Gorleben, site d'enfouissement que la lutte est la plus vivace et surtout collective. En effet, les "gauchistes" venus s'installer en zones rurales dans les années 70-80 ont entraîné dans cette lutte les agriculteurs qui ne collaborent pas avec les entreprises du nucléaire, mais s'y opposent avec leurs tracteurs ! Chaque année en novembre, lorsqu'arrive le castor de la Hague, des dizaines de milliers de manifestants ralentissent pacifiquement ou non l'avancée du train.



Sabotages en Allemagne



le député Bataille fut missionné en 1993 par le gouvernement pour susciter des sites volontaires. Car, différence notable avec la malheureuse expérience précédente, le député-démarcheur allait pouvoir agiter divers miroirs aux alouettes : un laboratoire scientifique souterrain (on ne parlait plus d'enfouissement), des dizaines d'emplois (superbe argument électoraliste) et des retombées financières à la pelle (taxe professionnelle, "prime" de 60 millions F/an jusqu'en 2006...)

4 départements, dans la nasse...

Quelques lignes dans la presse spécialisée auprès des collectivités territoriales et le piège fonctionnait à merveille : les candidatures affluaient, 30 en peu de mois.

Jusqu'aux médias locaux qui s'enflammaient : "Le laboratoire souterrain, une chance à saisir pour la Haute-Marne" titrait par exemple l'Est Républicain (devenu depuis "JHM") dans son édition du 20 octobre 1993. Ne restait plus au député-colporteur qu'à se rendre sur place pour présenter le projet en quelques petites heures ; d'une part auprès de "représentants" triés sur le volet (élus, consulaires, associatifs) et, d'autre part, auprès des Conseils Généraux... qui votaient leur candidature dans la foulée. Obnubilées par leur mise en concurrence, les différentes assemblées départementales ne voulurent pas voir que les quatre départements précédents (Ain/Aisne/Maine-et-Loire/Deux-Sèvres) venaient d'éconduire le missionnaire Bataille...

Fort d'avoir réussi à trouver des élus consentants, Bataille adressait le 20 décembre 1993 un rapport au gouvernement à qui il proposait de retenir les départements suivants : Gard/Haute-Marne/Meuse/Vienne. Dès le 5 janvier, ce choix était entériné. L'Andra n'avait plus qu'à se jeter sur les quatre victimes et à sortir le grand jeu pour s'implanter et se rendre indispensable. Distribution de 5 millions F par an sur chacun des quatre sites, préliminaires à l'ouverture des chantiers de forages dans les cantons concernés (sous couvert de pseudo-associations), mais également distribution de chèques à tout va aux associations locales (liées au sport, aux écoles, voire aux pompiers, aux gendarmes...). De même lancement de campagnes de communication luxueuses, implantation locale avec création de "maisons de l'Andra", propagande dans les écoles. Parallèlement, les forages d'étude se multiplient sur les quatre sites ainsi que les achats de terrain avec force tractations secrètes. (À noter que l'Andra acquiert 90 hectares autour de Bure.)

de recherche, les élus sont invités à faire acte de candidature. Le ministre Stauss-Kahn, dans la discussion sur le projet de loi devant le sénat, avance des lieux soi-disant candidats pour accueillir 2 laboratoires, il nomme abusivement Moncornet dans l'Aisne et Fougères en Ile-et-Vilaine.

La loi relative aux recherches sur la gestion des déchets radioactifs est votée le 30 décembre 1991.

Sur le terrain, les opposants se mobilisent, simples particuliers mais aussi industriels de l'agro-alimentaire, élus de toutes tendances.

Des associations se créent, le CAPA dans l'Aisne, le COEDRA dans le Pays de Fougères. Une coordination informelle existe entre les différents sites, ceux d'avant et ceux d'après la loi, permettant à ces derniers de profiter de l'expérience des premiers.

Le slogan "Ni ici, ni ailleurs, mais autrement !" contre la Poubelle Nucléaire prend alors toute sa valeur.

Christian Bataille est nommé médiateur et va sur le terrain proposer l'argent (60 millions pendant 10 ans) contre un sous-sol souillé.

L'action d'opposition est privilégiée sur le terrain, localement, avec toujours information des populations et des élus.

Tout au long de l'année 1992 de nombreuses réunions dans les petites communes mêmes, font peu à peu prendre conscience aux populations de l'énormité du projet de soi-disant laboratoire, une fête réunit plus de 4.000 personnes près de Fougères, plusieurs manifestations de rue non violentes mobilisent des milliers de personnes.

Ce travail en profondeur aboutit dans l'arrondissement de Fougères au vote le 13 avril 1993, par 48 conseils municipaux (sur 57) d'une motion demandant l'abandon de toute étude sur la région ; le Collectif des maires présente cette position lors de la préparation du XIème Plan Etat-Région.

Après la très forte mobilisation lors de la manifestation du 13 Novembre 1993 à Fougères, le médiateur Christian Bataille renonce à revenir à Fougères pour proposer son "marché". Moncornet et Fougères s'ils restent toujours dans la liste des sites potentiels sont alors

en retrait. Cette victoire temporaire ne démobilise pas pour autant les militants du CAPA et du COEDRA que l'on retrouve actifs au niveau de la Coordination Nationale qui s'est constituée officiellement.

Années 1990 : De la chasse aux pigeons à la résistance active

Muni d'une loi taillée sur mesure,



L'INDUSTRIE DU NUCLÉAIRE NOUS A DÉCLARÉ LA GUERRE

L'état et un consortium industriel (EDF, Areva, la Cogema, l'Andra) nous imposent une énergie polluante et mortelle, alors qu'il existe des énergies renouvelables (éolienne et solaire) moins coûteuses et non polluantes.

Combien faudra-t-il de Tchernobyl avant de sortir définitivement du nucléaire ?





BOUR : en 1999 l'ANDRA installe son "laboratoire de recherche géologique" dans une région sinistrée, et peut ainsi arroser de fric les communes de Meuse, des Vosges, de la Haute Marne dont les maires et certains notables collaborent à la cause nucléaire. En 2006, l'ANDRA avoue officiellement que son labo servira de site de stockage des déchets nucléaires, dangereux pendant des millions d'années. De nombreux militants écologistes avaient dénoncé cette mascarade dès le début. Maintenant que le site se développe, et que de nombreux ouvriers et cadres collaborent

DÈS 1987, DES TENTATIVES D'ENFOUISSEMENT DE DÉCHETS NUCLEAIRES INFRUCTUEUSES.

En mars 1987, quatre zones, situées dans l'Ain, l'Aisne, le Maine-et-Loire et les Deux-Sèvres, apprennent sans préalables, qu'elles ont été choisies comme sites possibles pour la construction d'un centre de stockage souterrain de déchets radioactifs à vie longue.

Face aux campagnes entreprises par L'ANDRA (Agence Nationale pour la gestion des Déchets Radioactifs), des associations locales d'opposition se créent sur tous les sites, et se mettent en relation rapidement pour donner une unité nationale au refus des projets d'enfouissement.

Réunions d'information et démarches officielles et diverses se multiplient. L'imagination des opposants permet à chaque site de multiplier les actions symboliques : ici l'ANDRA voit des bidons entassés devant ses portes, là des blocs de granit remplissent la cour, ailleurs des poubelles sont déversées devant l'immeuble qu'elle loue, ou bien c'est goudron et plumes, sur la place du village, pour les véhicules qu'elle fait travailler. Labour de terres convoitées par l'ANDRA, "NON" humain photographié par avion, processions et livres d'or, stèle déclarant "ouverte la chasse à l'ANDRA", statue de la Démocratie tendant à un enfant un bidon de déchets radioactifs, plaque commémorant l'occupation de tel ou tel site...

Rares sont les débats contradictoires auxquels l'ANDRA accepte de participer. Par contre elle sait se faire appuyer par les gendarmes mobiles, en 1987, 1988 et surtout en 1989-90. Les affrontements sont parfois très durs : véhicules incendiés, routes coupées.

Beaucoup de conseils municipaux ont pris progressivement position contre le projet. De nombreux élus de chaque site, conseillers généraux, députés et sénateurs, indépendamment de leur appartenance politique, lient des contacts avec leurs homologues des autres sites

Une telle opposition unanime aboutit en 1990 à l'arrêt des travaux dans les quatre sites, évacuation du matériel et départ des forces de l'ordre.

FÉVRIER 1990 : MORATOIRE ROCARD ET NAISSANCE DE LA LOI BATAILLE.

Les autorités tirent les leçons de l'opposition et modifient leur tactique qui sera basée sur la communication. Le 6 mai 1991, une commission parlementaire présidée par le député du Nord, Christian Bataille, publie son rapport sur la gestion des déchets nucléaires à haute activité. On ne parle plus d'enfouissement mais de laboratoire

BURE ZONE RADIOACTIVE

Le village de Bure (Meuse) est devenu un site d'enfouissement de déchets radioactifs. Une poubelle nucléaire.



Depuis 1999 L'ANDRA tente d'imposer son site par des mensonges, des pots de vins et des "indemnités" pour les communes avoisinantes. Mais ceci n'est pas propre au village de Bure. Entre 2007 et 2008 l'ANDRA a contacté plusieurs centaines de petites communes françaises, généralement rurales et sinistrées en proposant des enveloppes allant parfois jusqu'à 5 millions d'euros pour stocker des déchets

radioactifs de longues durées. Plusieurs maires, agriculteurs et industriels attirés par autant de fric y ont répondu favorablement notamment dans les Vosges. En Meuse, c'est la commune de Velayne à 20 km de Bure qui va héberger des déchets sur un site de 5 hectares.

Il est donc parfaitement légitime que les habitantEs des départements concernés par l'implantation de ces sites se mobilisent pour s'y opposer.

Il est bien évident que l'état et l'ANDRA se moquent de la contestation et cherchent à l'étouffer, à l'épuiser et à lui pomper tout son fric à n'importe quelle occasion.

Jusqu'à maintenant les actions et manifestations des collectifs antinucléaires étaient "symboliques". Mais, les manifestations de cet ordre n'ont qu'un effet symbolique, et au bout d'un moment la lutte ne peut plus rester symbolique.

La lutte doit amener à la fermeture du site. Et à l'arrêt total et définitif du nucléaire civil et militaire.

Et certaines personnes préfèrent agir tout de suite plutôt que d'attendre qu'il ne soit trop tard.

Histoire d'enfourir..



En quelques mots :

Depuis les années 1980, l'industrie nucléaire, dépassée par la gestion de ses propres déchets, cherche à enfouir ceux-ci, les plus toxiques, ceux dont la période de décroissance radioactive pourrait se prolonger pendant des ères, et peut-être au-delà des activités humaines terrestres.

Face aux nombreuses tentatives d'enfourir déjà opérées, la réponse des populations a toujours été NON. Presque toujours... car en Meuse/Haute-Marne, dans le cadre d'une loi spécifique et perverse (loi Bataille), et face aux stratégies de persuasion du gouvernement, des élus un instant ont cédé et lâché un bout de terrain, à BURE (à la frontière de la meuse et la haute-marne). Les populations locales ? On ne leur a pas demandé leur avis, un premier chantier de laboratoire d'enfouissement a été mis en route en 1999. Et pourtant les arguments qu'elles opposent vigoureusement ne manquent pas de bon sens et de légitimité :

"NON à l'enfouissement de poisons dont on sait tous, d'ores et déjà, qu'ils remonteront un jour à la surface - NON à l'enfouissement des responsabilités des générations actuelles - NON à ce pari fou qui met inéluctablement en péril les générations à venir. OUI à une gestion plus raisonnée des déchets malheureusement existants. OUI à d'autres modes de production énergétique. OUI à la sortie du nucléaire, nécessaire et impérative..."

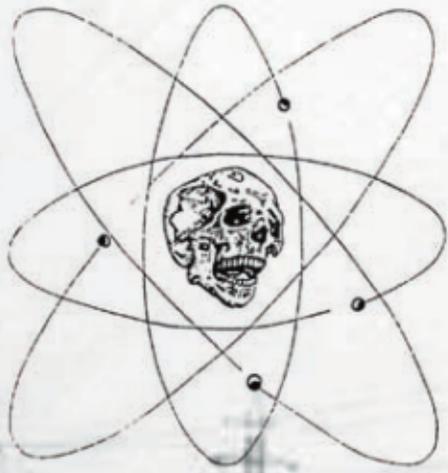
Parce que Bure est un gigantesque premier chantier à contrer absolument et parce que d'autres chantiers similaires risquent de voir le jour dans des zones granitiques, les collectifs lancent le "Mouvement vers BURE contre l'enfouissement" en juin/juillet 2001.

Ce problème nous concerne tous, et dépasse largement les frontières. Les marches convergentes seront l'occasion de sensibiliser, d'informer, d'alerter les populations sur leur passage.

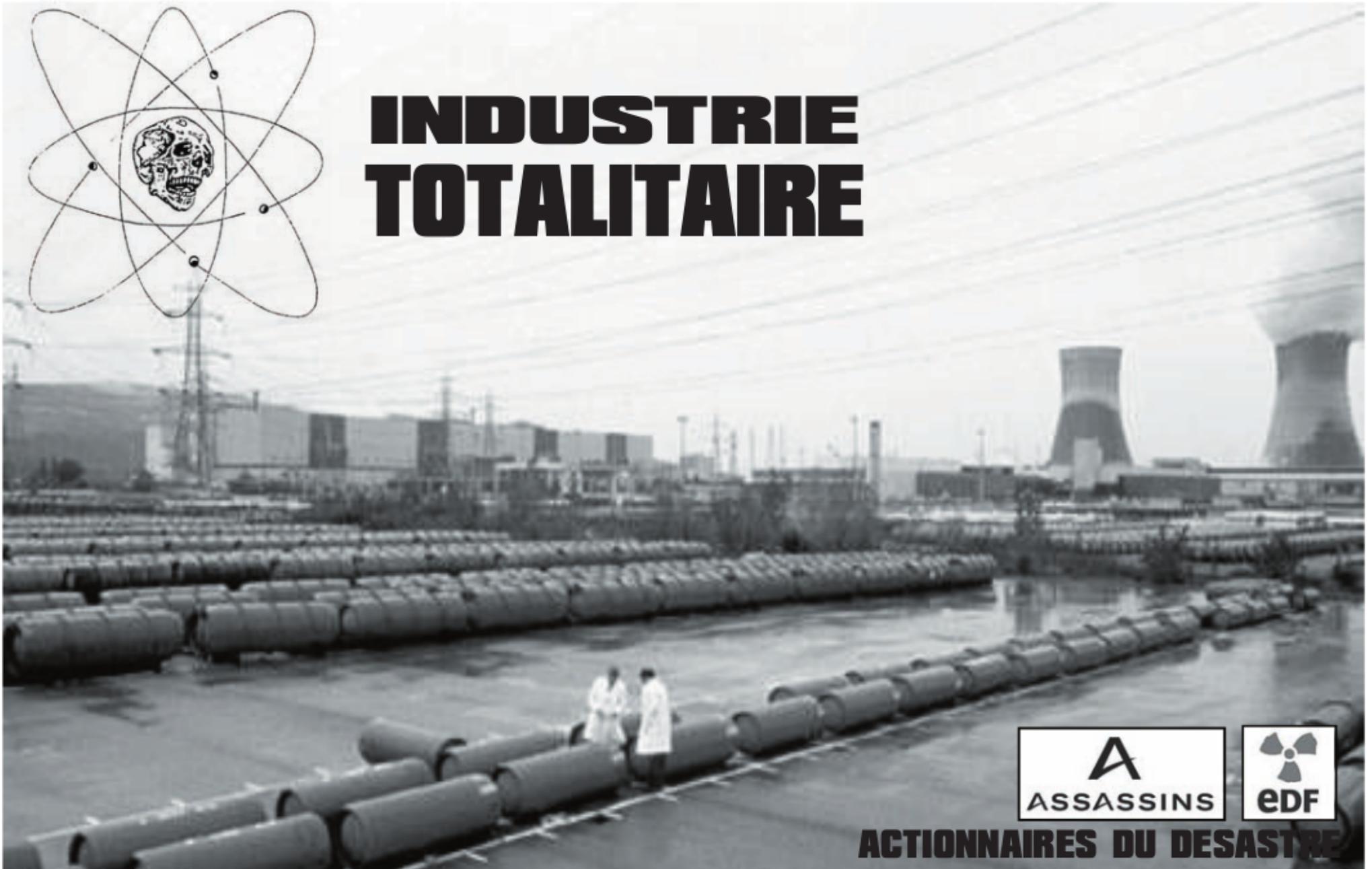
Le Rassemblement du 22 juillet face au chantier de BURE est un rendez-vous large, et sera un signal fort envers le gouvernement et tous les promoteurs de l'enfouissement.

La semaine qui suivra aussi... Pour amorcer une prise de conscience collective du vrai visage d'un futur centre nucléaire de stockage souterrain, maquillé en scandaleux faux "laboratoire de recherche

24 géologique".



INDUSTRIE TOTALITAIRE



ACTIONNAIRES DU DESASTRE